

P.T

LES CAHIERS DE L'HISTOIRE DE LA METALLURGIE

Publication de l'Institut C G T d'Histoire Sociale de la Métallurgie



Du Front Populaire à la victoire du retrait du C.P.E.

En ce 70^{ème} anniversaire du **Front Populaire** de 1936, ne constatons-nous pas quelques similitudes avec le retrait du C.P.E. en cette année 2006.

sont laissés pour compte, dont le pouvoir d'achat baisse continuellement, que l'on veut « jetables » du travail à tout âge, ou que l'on veut réexpédier dans leur pays.

Et pourtant au regard de cette situation, **3 mois** de lutte anti-C.P.E., cela s'est traduit par une victoire acquise grâce à un mouvement de masse unitaire et déterminé.

Ces **3 mois** de lutte ont permis à la jeunesse étudiante et lycéenne d'exprimer massivement son rejet de la vision très libérale du droit du

travail. Cette jeunesse en lutte a créé une jonction efficace entre elle et le monde salarié (actifs, retraités, sans emploi) et les organisations syndicales cela dans l'indépendance de chacune et chacun, tout en comprenant l'intérêt des convergences.

Cela a été aussi de sceller l'**unité syndicale** et de renforcer les liens interprofessionnels et intergénérationnels, d'obtenir l'appui majoritaire de l'opinion publique et de créer la dynamique mobilisatrice et gagnante sur le retrait du C.P.E.

Et puis cette lutte a servi d'exemple aux salariés européens dans la conquête du social avec le soutien de la **Confédération Européenne des Syndicats (CES)**.

Le retrait du C.P.E. n'est qu'une première étape, le retrait du C.N.E. devient maintenant une revendication à faire aboutir d'urgence par tous les moyens.

P. TAVERNIER



Carte de membre

Pour tenir compte des remarques des adhérents et afin de valider le paiement de la cotisation annuelle, nous éditons une carte. Seuls les adhérents qui sont **à jour de leurs cotisations** la trouveront ci-jointe.

Le Bureau de l'IHS CGT Métallurgie

<p>Année 2005</p> <p>Carte de membre Celle carte atteste du règlement de la cotisation annuelle.</p> <p><small>Institut CGT d'histoire sociale de la Métallurgie Association 01520 - 492641200 (France) 84, rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris Tél : 01 53 36 46 00 - Fax : 01 53 36 86 38 (secrétariat Zehou, mail z.zehou@macif.fr)</small></p>	<p>Année 2006</p> <p>Carte de membre Celle carte atteste du règlement de la cotisation annuelle.</p> <p><small>Institut CGT d'histoire sociale de la Métallurgie Association 01520 - 492641200 (France) 84, rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris Tél : 01 53 36 46 00 - Fax : 01 53 36 86 38 (secrétariat Zehou, mail z.zehou@macif.fr)</small></p>
--	--

N° 16

Juin 2006

Les Cahiers de l'histoire de la Métallurgie
94, rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris
Tél : 01.53.36.46.00. Fax: 01.53.36.86.38
http://www.ftm-cgt.fr
e-mail: ihs@ftm-cgt.fr
Imprimé par nos soins.

Sommaire

Edito	P. 1
L'assemblée Générale du 17 Mai 2006	P. 2
	P. 3
Les dossiers de l'IHS	
« Bréguet Le Havre en 1936 »	
Paginés de I à VIII	
MACIF	P. 4

Maquette et rédaction:
JP Elbaz

1936 : de grandes grèves avec occupations d'usines éclatent dans tout le pays, tout cela vécu par les salariés hommes et femmes dans une ambiance extraordinaire, fraternelle mais aussi joyeuse. C'est la conquête d'importantes **augmentations générales des salaires, les 2 semaines de congés payés, la réduction du temps de travail avec les 40 h, les conventions collectives, le droit syndical, les délégués, etc....**

Le patronat en 2006 s'appelle le **MEDEF**, pour autant ses objectifs n'ont pas changé. Tout montre qu'il ne change seulement de rythme ou d'intensité dans ses prétentions qu'en fonction du rapport de forces, de l'unité et du taux de syndicalisation.

2006 avec la victoire du retrait du C.P.E. toutes proportions gardées affiche certaines similitudes avec 1936.

Pour cet anniversaire des 70 ans, nous avons :

- ⊙ une situation économique et sociale dégradée,
- ⊙ un gouvernement et un patronat autoritaires et méprisants,
- ⊙ celles ou ceux qui, aujourd'hui,

Compte rendu

**Une minute de silence est observée pour les adhérents décédés en 2005 :
Lucien POSTEL, Jean POYART, Marcel MANESSE.**

Jean-François Caré, chargé par le Conseil d'Administration de présenter le bilan et les futurs projets, détaille ceux-ci :

Il insiste en premier lieu sur l'avis de l'Assemblée Générale précédente de ne pas en rester aux commémorations mais de traiter surtout de sujets pouvant être utiles à la réflexion sur des problèmes de société : **les discriminations, le racisme, l'égalité professionnelle hommes/femmes, etc...**

Il fait part des initiatives réalisées tout au long de l'année :

- Le 9 mars au Musée de l'Homme concernant l'accouchement sans douleur et la présentation de l'ouvrage de F.Duchesne sur **les militantes de la métallurgie.**

- Le 21 mars sur **racisme et discriminations.**

- Le colloque IHS CGT concernant **le syndicalisme sous la botte de Vichy.**

- La sortie de plusieurs **cahiers** traitant de périodes historiques de la métallurgie.

- D'initiatives diverses par apport au **Front Populaire.**

- De la publication des premiers Cahiers émanant des groupes telle que la **SNECMA**

- De la conférence d'**Alain Stern** concernant les métallos parisiens.

Les projets

Il fait ensuite part des projets en cours, particulièrement celui ayant trait aux rapports entre **Syndicalisme et Politique**. Il rappelle que le Colloque consacré à ce sujet a été reporté. Il pourra avoir lieu **avant le congrès fédéral prévu en 2008**. Un groupe de travail s'y consacre actuellement à partir des contributions concernant **les dirigeants de la métallurgie** ayant eu des responsabilités importantes dans les moments où ces questions furent l'objet de grands débats dans la C.G.T. Ce travail servira de contribution pour **le colloque de la CGT prévu en octobre sur la Charte d'Amiens**.

Il souligne, dans les projets en cours, le travail et la coopération entre notre Institut et celui du **Val de Marne**

concernant **le Front Populaire** avec une exposition sur **les Comités d'Entreprises**.

Dans ce qui avance, il insiste pour que les syndicats, les groupes, les branches d'Industrie s'approprient leur histoire. C'est le cas de : la **SNECMA**, de **Citroën**, de la **Sidérurgie**. Ceux-ci ont développé leur travail historique en ce sens en créant des **associations CGT sur l'histoire sociale de leur entreprise**. Il précise que l'Institut participera au Colloque organisé par **l'Institut Régional Ile de France** sur le **40^{ème} anniversaire de la création des Unions Départementales** et la réorganisation de la **Région Parisienne**, à travers la création de nouveaux départements. Un collectif de travail préparera notre contribution.

Il indique plusieurs écueils rencontrés durant cette année. La difficulté de sortir en brochures des rencontres telles : le **Nord**, **Gustave Ansart**, la **Lorraine** lors de repas des anciens ou encore de **Rhône-Alpes**.

Des difficultés aussi à mettre au point des initiatives avec la Fédération notamment **les jeunes**, le **Musée de la Résistance à Champigny** avec le **CEF**.

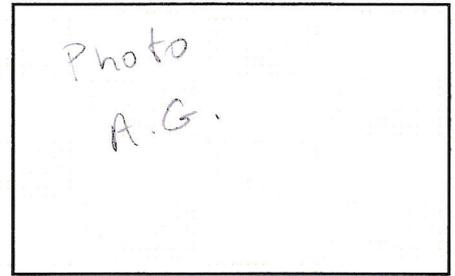
Il propose d'inscrire le travail réalisé par une utilisation du **site Internet de la Fédération** plus régulière : **Rolland GUYVARCH** pourrait être chargé de ce travail.

Le débat

Ensuite, la discussion s'engage, elle confirme une satisfaction des adhérents par rapport au travail réalisé. Plusieurs intervenants reviennent sur **les archives et leur conservation**. Il est fait état de récupération d'archives, notamment celles de **Vouzeron** avec la vente du château.

Des camarades insistent, à juste raison, pour que l'on s'adresse à nouveau à toutes les organisations de la métallurgie pour la préservation et la récupération des archives papiers, sonores, images, photos, films.

Des adhérents de la **SNECMA** et de **CITROEN** font part de leur activité



pour retrouver des archives, organiser un travail plus collectif, ce qui les conduit maintenant à être en mesure de tenir des rencontres sur des périodes ayant marqué l'histoire syndicale de leur entreprise.

Un livre est en préparation à la **SNECMA**. A **CITROEN** plusieurs initiatives sont prévues dont celle de revenir sur la première grève avec occupation en **1933** ; prélude à celles de **1936**.

Dans la **Sidérurgie**, c'est la période **1965/1970** qui va être prise en compte dans un premier temps avec **la première convention sociale** qui annonce les casses de la **Sidérurgie**. Même chose pour la **Navale** où un travail pourrait s'envisager dans l'année.

D. Sanchez, dans son intervention, encourage ce travail d'appropriation historique pour qu'elle soit vraiment au service des syndicats. **L'exemple de la SNECMA et de CITROEN doit être démultiplié dit-il. C'est d'autant plus utile qu'avec les anciens on a besoin de transmettre ce patrimoine historique.**

Il y a un décalage à combler entre conscience ouvrière et forces militantes actuelles. Ce décalage est plus important aujourd'hui qu'hier dans les transmissions.

L'Institut est le moyen d'éclairer par exemple la contribution de la Fédération concernant l'International au moment où se crée une nouvelle organisation syndicale internationale. Egalement sur 1968.

Il suggère de refaire quelque chose, genre un livre, comme celui sorti il y a une vingtaine d'années concernant les « Hommes du Métal ». Il s'agit également « de regarder comment se caler autour d'un échange avec la direction fédérale, avec une sorte

L'Assemblée Générale du 17 Mai 2006 (suite)



de « cahier des charges » à établir où l'on pourrait mieux préciser ce qui a été constitutif des groupes, des industries, des conventions collectives et d'avoir un éclairage utile pour les générations actuelles de militants. Il s'agit de se donner les moyens, et quoique ça coûte financièrement ».

Dans la poursuite de la discussion, la nécessité de revoir des pans entiers de notre histoire revient, notamment comme le dit **A. Stern**, de cette préoccupation : « **A quoi peut servir tout ce travail historique** ». Il préconise la nécessité de se frotter plus à ces questions avec les dirigeants de la Fédération ce qui implique que cette histoire sorte et corresponde à des besoins.

R. Guivarc'h rappelle que « toute l'histoire de la métallurgie est à faire dans ce qu'elle a été fondatrice, du syndicalisme international ; qu'elle a su à différentes périodes s'exprimer dans des moments particulièrement importants. Il souligne le rôle joué par **J. Desmason** en 1968, comme Secrétaire de l'**UIS Métaux**, lors de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, et l'influence qu'il a eue pour que la **FSM** prenne position par rapport à cette intervention.

JP. Elbaz revient sur la nécessité de former des archivistes et pointe une préoccupation nouvelle : celle de garder l'archivage numérique, celui stocké dans les ordinateurs.

J. Cadet exprime le besoin de préparer suffisamment à temps le 40^{ème} anniversaire de 1968, de faire le point concernant la période 1947/2007 avec une exposition, d'envisager de porter cette histoire du syndicalisme dans les lycées et collèges.

Le bilan Financier

H. Tronchon donne lecture et commente le compte de résultats 2006 :

■ Les dépenses sont maîtrisées, un effort soutenu de règlements permet une trésorerie positive.

■ Dans cet examen, il est fait état de l'adhésion des associations.

Henri suggère qu'un collectif de travail soit mis en place pour que l'an prochain les statuts tiennent compte de cette évolution. Le Conseil d'Administration aura à faire des propositions pour l'assemblée générale 2007.

■ Le point sur le nombre d'adhérents : **137 individuels et 93 organisations syndicales**.

■ Il y a des retards dans les règlements 2006.

Après une courte discussion, **Henri** insiste pour que nous allions à la conquête de moyens financiers : adhésions, subventions, partenariats avec le mouvement social ou avec les Comités d'Entreprises.

Le quitus 2005 est voté à main levée à l'unanimité.

Elections au C.A. et Bureau

Puis est mis au vote la proposition du Bureau de renforcer le conseil d'administration, avec les candidatures de **Roland GUYVARC'H**, **Louis DRONVAL**, **Gérard MUTEAU**, **François AUVRAY** et le renouvellement de tous les administrateurs sortants. L'assemblée générale a voté à l'unanimité cette proposition.

JF Caré conclut en indiquant que les suggestions de l'assemblée générale seront à traduire en organisant un travail collectif. Concernant la préparation du Colloque Ile de France, sur le 40^{ème} anniversaire de 1968 et les initiatives que l'IHS pourrait prendre pour la métallurgie.

B. Lamirand conclut l'assemblée générale en rappelant les tâches qui nous attendent. Celles en particulier de gagner les jeunes à la connaissance des luttes qui se sont déroulées dans la métallurgie. C'est notre raison d'être pour éclairer le présent, préparer l'avenir. Cela appelle un travail en rapport avec les besoins de la Fédération tel que l'a souhaité **D. Sanchez**.

Le Front Populaire

L'après-midi de l'assemblée générale fut consacré à un échange avec les adhérents sur le Front Populaire, ses conquêtes sociales. **David Gingold** et **Joseph Reiss** rappelleront ce que fut 1936 et dans quel contexte politique, économique et social ces conquêtes eurent lieu, dans un moment de montée du fascisme, dans une situation de chômage massif, dans les scandales financiers et dans la crise du système capitaliste. L'occupation des usines, les accords de **MATIGNON**, furent un grand moment, un fondement des droits des salariés. Ce fut certainement, comme l'exprimeront plusieurs intervenants, le pourquoi en France le fascisme ne put prendre le pouvoir alors qu'il le fera en Italie, en Allemagne et en Espagne. Bref, une bonne journée de travail et de connaissances pour les adhérents qui ont pris leur temps pour être partie prenante de leur Institut.



Adhésions et Cotisations annuelles

Syndicat - UL - USTM - CCM - 80 €

moins de 50 adhérents 20 €

CGT Individuel : 20 €

Organisme - Association - Bibliothèque : 80 €

Rédiger le chèque à l'ordre de :

"Institut CGT d'Histoire sociale de la métallurgie"

A renvoyer à Institut CGT d'Histoire Sociale de la Métallurgie à l'attention de Zahoua

94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris

Cette adhésion inclut "les Cahiers de l'histoire de la Métallurgie".



Les dossiers de la métallurgie CGT

Ceux qui les premiers ont osé ! La première occupation de l'usine Breguet au Havre en Mai 1936

Par Albert Perrot de IHS CGT de Seine-Maritime

En 1936, Le Havre est essentiellement une ville industrielle et maritime, une ville ouvrière qui sent la sueur et le travail des hommes. Des centaines d'usines quadrillent la ville depuis le front de mer jusqu'à la sortie.

La grave crise économique qui secoue la France (823 803 chômeurs en Mars 1936) frappe

et détresse dans des milliers de foyers où l'on est obligé d'aller chaque jour *aux soupes populaires* pour avoir juste de quoi se nourrir ; 200 000 portions sont distribuées chaque année. Des comités de chômeurs sont mis en place, des marches de la faim organisées.

Le Havre, ville ouvrière, est aussi une ville qui sent très fortement la

Nazaire, qui agissaient pour la défense et l'augmentation de leur pouvoir d'achat, puis tous les travailleurs des Chantiers du Havre ont fait de même. Au bout d'une dizaine de jours de grève, ils ont obtenu satisfaction.

Les usines métallurgiques sont nombreuses au Havre et représentent l'essentiel de l'ossature industrielle de la ville. « BREGUET » est la dernière usine à s'être implantée au Havre en 1931 ; elle est spécialisée dans la fabrication d'hydravions destinés à la marine nationale.

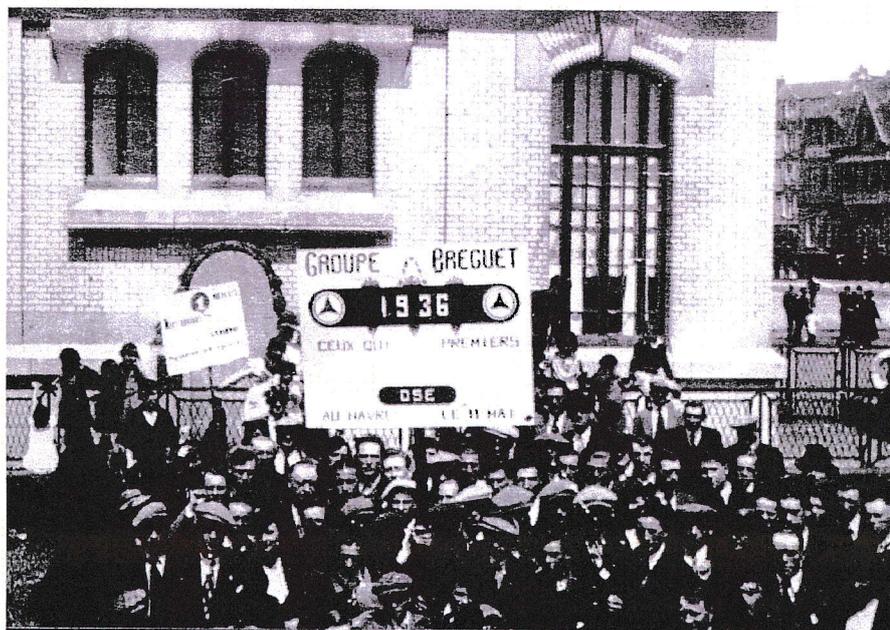
Elle emploie environ 850 personnes : 600 ouvriers, essentiellement des professionnels, un certain nombre de femmes occupées à l'entoilage des ailes, et 250 mensuels : employés, techniciens, contremaîtres, chef d'atelier, ingénieurs.

Elle est située au Pont VII, le long du Canal de Tancarville, et le seul moyen d'accès à l'usine, c'est le pont à bascule reliant le Boulevard Sadi Carnot à l'usine. Un grand bassin à proximité permet aux hydravions d'effectuer leurs premiers essais.

Le Premier Mai de l'espoir de 1936

A cette époque, le 1^{er} Mai est avant tout une journée de lutte et de revendications, celles-ci rassemblées dans trois mots essentiels :

« Pour le Pain, la Paix, la Liberté ! »



de plein fouet une ville ouvrière comme Le Havre où l'on recense jusqu'à 40 à 50 % de chômeurs dans certaines entreprises : 50 % aux corderies de la Seine, 40 % aux Tréfileries, 30 % à la Compagnie Electro-Mécanique, et aux Chantiers Augustin Normand. Les navires désarmés dorment le long des quais, jetant au chômage des milliers de marins. Seuls 1500 dockers sur les 4000 recensés trouvent du travail.

Un tel chômage engendre misère

lutte. La puissante et dure grève de 111 jours des Métallos en 1922 reste profondément ancrée dans la tête des travailleurs havrais.

L'année 1936 débute justement sous le signe de la lutte. Le Patron des chantiers de Penhoët de Saint Nazaire a envoyé une équipe d'ouvriers appelés des « Brillérons » pour refaire la partie arrière du « Normandie ». Quand toute la partie arrière a été désossée, les ouvriers ont mis bas les marteaux pour se joindre à la grève des travailleurs de Saint

Les dossiers de la métallurgie CGT

Mais ce **1^{er} Mai 36** prend une résonnance très forte, car il se situe dans une période remplie d'espoir

■ c'est le Premier Mai de l'Unité syndicale reconstituée

■ c'est le Premier Mai de l'Union des forces de Gauche réalisée au sein du Front Populaire.

■ il se situe entre les deux tours des élections législatives. Le premier tour a déjà amorcé la victoire du deuxième tour. Le Parti Communiste est passé de 6,8 % à 12,4 % des voix, le Parti Socialiste ayant maintenu le même nombre de voix : 17 %.

Des tracts ont été distribués dans toutes les usines, les entreprises, sur les chantiers, appelant à participer au meeting à Franklin à 9 h 30.

Comme à son habitude, **Louis Eudier**, Secrétaire du **Syndicat des Métaux du Havre**, est chargé d'organiser les piquets de grève à l'entrée des usines de la Métallurgie ; il répartit les tâches et prenant son bâton de pèlerin, il prend la direction de **Breguet** ; avec l'aide des militants et des syndiqués de l'usine, il rassemble les travailleurs à l'entrée, grimpe sur la moto du camarade **Frébourg**, prend la parole pour rappeler la signification du **1^{er} Mai**, l'importance de cette journée de luttes pour les revendications, et pour la Paix, et appelle les travailleurs de **Breguet** à participer au meeting à Franklin.

« Ce Premier Mai, nous nous rendons au Pont VII pour former un piquet de grève à l'entrée de l'usine. Sans trop de peine, le climat politique aidant, nous réussissons à faire débrayer l'ensemble des ouvriers et nous nous rendons en cortège et en chantant au meeting de Franklin » (**Louis Eudier**).

Ce meeting de l'unité remporte un franc succès : plus de **10 000 travailleurs** y participent et font résonner les rues de la ville de leurs chants et de leurs revendications.

Le lendemain, deux ouvriers sont licenciés

La riposte patronale, à **Breguet**, ne se fait pas attendre. Le lendemain, deux ouvriers sont licenciés sous prétexte de réduction de travail, mais en vérité comme « *ayant été repérés comme les plus actifs à l'intérieur de l'usine.* » Ce sont les camarades **Adrien Friboulet** et **Vachon**.

Le licenciement d'**Adrien Friboulet** était une vengeance du chef du personnel **Gazou**, ce dernier lui avait proposé de lui porter à domicile un soi-disant journal de sport. En guise de journal de sport, c'était un journal fasciste « *Le National* ».

Indigné, le camarade **Friboulet** fit savoir que ses convictions étaient solidement établies et qu'il refusait de recevoir un tel journal. C'était la vraie raison de son licenciement.

Les responsables syndicaux informent le camarade **Louis Eudier**, Secrétaire du Syndicat des Métaux, des deux licenciements effectués par la Direction. Il leur propose de constituer une délégation à laquelle il participera et de demander une entrevue immédiate à la Direction, le **lundi 4 mai** au matin ; elle oppose un refus catégorique à toute discussion et ne veut recevoir « *un quelconque représentant syndical.* »

Face à cette intransigeance, les militants CGT de **Breguet** se réunissent chaque soir au Syndicat des Métaux, avec **Louis Eudier** pour réfléchir et organiser la riposte et l'action. Au cours de ces réunions, plusieurs propositions sont étudiées, « *la semaine s'est écoulée, comme ça, réunion sur réunion, chaque soir ; chacun formait son point de vue pour mener une action concrète. Il y en avait qui avaient même des idées violentes.* » (**Jean Clech**)

Après avoir fait l'inventaire des différents moyens d'action,



décision fut prise le 9 Mai de faire la grève sur le tas et d'occuper l'usine. Cette décision est prise après mûre réflexion. **Louis Eudier** avait longuement réfléchi à d'autres occupations d'usines, notamment à l'occupation des usines textiles à Lodz en Pologne, et celle de la gare de Sofia par les cheminots Bulgares. Ces occupations s'étaient soldées par un échec, et Louis Eudier avait compris les raisons de ces échecs.

Dans le cas de l'usine Breguet, il en va tout autrement : les camarades avaient informé **Louis Eudier** qu'il y avait dans leur usine un hydravion, un prototype 730 qui était un essai statique, véritable fleuron de l'usine auquel le Patron tenait comme à la prune de ses yeux. Voilà quel était le levier d'action efficace, le moyen de pression qui avait manqué aux autres occupations, mais qui allait servir pour l'action d'occupation chez Breguet.

Pendant toute cette semaine de réflexion et de préparation de l'action, les militants syndicaux ont activement travaillé à mobiliser l'ensemble du personnel pour mener l'action : un responsable est désigné dans chaque profession (monteurs, ajusteurs, riveteurs, mécaniciens, menuisiers, ...) pour être le porte-parole des décisions prises, des moyens d'action décidés, convaincre tous les camarades de la nécessité d'agir.

L'occupation a été également minutieusement réfléchi et préparée ; les tâches sont réparties méthodiquement : piquets de grève, piquet d'incendie, comité de surveillance de l'usine, mise au point des moyens de défense, barricade des portes pour empêcher toute entrée et sortie, ravitaillement, surveillance du « 730 », propagande à l'extérieur de

l'usine.

Il était nécessaire de tenir compte aussi des éléments fascistes à l'intérieur de l'usine. « *Vu la situation fasciste, il faut laisser tout le monde dans la boîte, même les fascistes. Parce que, si nous les laissons à l'extérieur, ils peuvent organiser des provocations, s'emparer d'édifices publics et faire échec à notre occupation.* » (**Louis Eudier**)

Cette semaine de réflexion, de préparation minutieuse de l'action, de mobilisation à l'intérieur de l'usine, a été un élément essentiel pour l'efficacité et la réussite de l'occupation.

tout s'est arrêté dans l'usine comme un seul homme

L'action commence le **lundi 11 Mai**. Comme prévu, une délégation se rend à la direction, tôt le matin, pour demander la réintégration des deux camarades licenciés. Refus catégorique de la Direction qui soutient que ces renvois sont dus au manque de travail.

La délégation propose qu'en attendant une reprise éventuelle, le temps de travail soit diminué en proportion pour donner du travail à tous. La Direction ne voulut rien entendre.

La délégation avait prévenu les travailleurs qu'ils feraient un geste en sortant pour les informer du résultat de l'entrevue : geste approubatif s'ils avaient obtenu satisfaction, geste négatif dans l'autre cas. « *En nous voyant sortir, les camarades ont tout de suite compris que l'on n'avait pas eu gain de cause. Nous avons fait le geste négatif, et tout s'est arrêté dans l'usine comme un seul homme.* » Tout est devenu silencieux. Plus de bruits des machines, plus de bruit des marteaux. Silence total, impressionnant.

1^{er} MAI 1936

LE PREMIER MAI 1936. MARQUERA UNE ÉTAPE HISTORIQUE DANS L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS. POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES, ON VERRA AU HAYRE, COMME AILLEURS, TOUS LES TRAVAILLEURS ASSISTER FRATERNELLEMENT AU MÊME MEETING, ÉCOUTER LES MÊMES ORATEURS.

DES MILLIERS ET DES MILLIERS DE TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE TOUTES CATEGORIES DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, ETC. CLAMERONT SOUS LE SIGNE DE L'UNITÉ RÉALISÉE À TOULOUSE, LEUR HAÏNE DU RÉGIME QUI LES EXPLOITE, AVEC JOIE, AVEC FIERTÉ, MAIS AUSSI AVEC FORCE, UNIS COUDE À COUDE, ILS AFFIRMERONT LEUR PUISSANCE ET LEUR VOLONTÉ BIEN ARRÊTÉE DE BATTRE TOUS LES OPPRESSEURS.

LE PREMIER MAI 1936, SERA REVENDICATIF, IL SERA LE POINT DE DÉPART D'APPLICATION DES MOTS D'ORDRE QUI ONT ÉTÉ AL CONGRÈS DE TOULOUSE, INSCRITS DANS LE PROGRAMME DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL. L'UNITÉ SYNDICALE DONNE PLUS DE POSSIBILITÉS QUE JAMAIS DE FAIRE TRIOMPHER LES REVENDICATIONS OUVRIÈRES ET D'EXIGER DES GOUVERNANTS LA MISE EN APPLICATION DU PLAN DU TRAVAIL DESTINÉ À COMBATTRE LA CRISE ÉCONOMIQUE ET LE CHÔMAGE.

EN MÊME TEMPS QU'UNE JOURNÉE REVENDICATIVE ET D'ACTION, LE PREMIER MAI 1936 SERA AUSSI UNE JOURNÉE DE LUTTE CONTRE LE FASCISME ET LA GUERRE.

LA POLITIQUE GUERRIÈRE DE MUSSOLINI ET DE HITLER INDIQUE CLAIREMENT AUX TRAVAILLEURS LES BUTS DU FASCISME : ELLE TRAC LEUR DEVOIR AUX SYNDICATS QUI PARALLELEMENT À LA LUTTE POUR LE PAIN, DOIVENT LUTTER AVEC TOUTE LEUR ÉNERGIE CONTRE LE FASCISME POUR LA PAIX ET LA LIBERTÉ.

LE PREMIER MAI 1936, LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES HAYRAIS DE TOUTES CATEGORIES, FIDÈLES À LEUR BEAU PAYS DE LUTTE RÉPONDONT PRÉSENTS À L'APPEL LANCÉ PAR LA C. G. T. EN DÉSERTANT LES BATEAUX, LES QUAIS, LES CHANTIERS, LES USINES, LES BUREAUX, ILS MANIFESTERONT LEUR VOLONTÉ DE FAIRE TRIOMPHER TOUTES LEURS REVENDICATIONS.

***Pour du travail ! Pour du pain
Contre la guerre et le fascisme***

**POUR LA PAIX ET LA LIBERTÉ,
TOUS EN GRÈVE LE 1^{er} MAI.**

LE GALL.

Les ouvriers, excédés par les brimades, par l'espionnage qui régnait dans l'usine, par les méthodes policières, ont mis bas les marteaux. Ces deux licenciements ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Les 450 ouvriers se rassemblent aussitôt autour de leurs responsables pour être informés du résultat de l'entrevue, et les décisions prises

Les dossiers de la métallurgie CGT

pour l'occupation de l'usine sont mises en pratique.

On ferme les portes de l'usine en les barricadant pour empêcher toute entrée ; un piquet de grève est mis en place.

« Nous avons organisé un piquet d'incendie à l'intérieur de l'usine, ce qui n'existait pas. Un piquet de sécurité, un piquet de renforcement de toutes les usines : environ tous les dix mètres, on avait disposé un camarade qui avait pour mission de ne laisser entrer personne sans avoir consulté au préalable les responsables syndicaux. On avait barricadé toutes les portes, sachant bien que la police essaierait de nous déloger. En étant organisés, en ayant nommé des responsables dans chaque groupe, on avait déjà la certitude que chacun remplirait sa fonction et qu'on ne serait pas pris au dépourvu. » (Jean Clech)

Une équipe de travailleurs pris l'initiative de nettoyer les ateliers et de rendre l'usine « nickel. » « Tous les détritiques, tout ce qui était inutilisable, fut jeté dehors. Un grand nettoyage fut fait dans les allées, les coursives. Des chemins furent tracés au blanc, les étaux passés à la toile émeri, les tiroirs, les pièces nettoyées, graissées, rangées soigneusement.

Le mardi matin quand le patron Lechenet a fait sa tournée d'inspection, il a constaté que non seulement il n'y avait pas eu ni sabotage, ni détérioration mais il nous fit même la remarque que jamais il n'avait vu l'usine aussi bien entretenue. Inutile de dire qu'on avait un moral du tonnerre. » (Jean Clech)

« On ne peut qu'admirer l'esprit d'ordre et de discipline que chacun apporte à accomplir la tâche qui lui incombait. Au cours de cette occupation passagère,

les ouvriers donnent une leçon de bonne tenue et d'organisation à ceux qui prétendent que la classe ouvrière n'est pas encore majeure. » (Verités – mai 1936).

Dans la journée du lundi, la nouvelle de l'occupation de l'usine Breguet par les travailleurs avait vite fait le tour du Havre, s'était répandue comme une traînée de poudre, et avait suscité un immense élan d'espoir et de solidarité.

Le soir venu, il fallait s'organiser pour passer la nuit dans l'usine : mettre sur pied des tours de garde pour ne pas se laisser surprendre, notamment pas la police.

« Des dortoirs furent établis dans l'usine. Mais comme les nuits sont encore fraîches au mois de mai, nous sommes allés chercher des bâches, du foin dans les environs de l'usine. Chacun s'installe de son mieux sur des couchages improvisés, se couvrant de sacs, de tout ce qui pouvait servir de couverture. »

Autre problème d'importance : le ravitaillement pour ces 450 grévistes.

Une équipe s'est mise en place, a pris contact avec un ancien ouvrier de Breguet, qui avait été licencié pour son action syndicale et qui habitait la Cité Chauvin, à proximité de l'usine.

La solidarité de toute la Cité a été immédiate. Les « ménagères » ont préparé café, casse-croûte, bottes de radis, toute la nourriture nécessaire.

Il a fallu plusieurs voyages avec une voiture à bras pour transporter ce ravitaillement aux ouvriers de Breguet.

La solidarité de tous les quartiers ouvriers et des commerçants fut exemplaire, permit aux grévistes de tenir le coup et leur donna un moral du tonnerre.

Un appel à la solidarité est distribué dans les usines et les quartiers :

« Appel à la population et aux métallurgistes en particulier.

Les ouvriers de chez Breguet sont entrés dans la lutte avec la Direction à la suite du renvoi de plusieurs camarades parce que nos camarades ont débrayé unanimement le 1^{er} Mai et la Direction veut prendre des sanctions.

Tous sont dans la lutte au pied de leur étau. Ils n'ont pas à manger et attendent votre solidarité pour obtenir gain de cause.

Nous appelons tous les gens de cœur au grand meeting qui aura lieu ce soir 12 mai à 20 h 30 salle Franklin. »

(Archives départementales).

La section locale du Comité de lutte contre la guerre et le fascisme « **Amsterdam Pleyel** » lance, de son côté, un appel à la solidarité des commerçants.

L'intervention des forces de police.

Dès que l'usine est occupée, c'est le branle-bas de combat. La Direction alerte aussitôt la Direction Générale à Paris, et les Pouvoirs Publics : Préfet, Sous-préfet, Mairie, et sollicite l'appui et l'intervention des forces de police.

Aussitôt, le Préfet prend les dispositions nécessaires pour renforcer les forces de police du Havre.

Il fallait de toute urgence effectuer une démonstration des forces policières pour contraindre les ouvriers à évacuer l'usine et cesser l'occupation, afin d'éviter à tout prix la contagion du mouvement.

Les dossiers de la métallurgie CGT

Dès le **lundi**, une première intervention est organisée : **100 agents de police, et 60 gardes mobiles** se présentent à l'entrée de l'usine et demandent l'évacuation. Mais les délégués syndicaux, face au Directeur **Lechenet** restent aussi intransigeants et exigent la réintégration de leurs deux camarades licenciés.

Par ailleurs, ils assurent qu'aucun acte de malveillance ne sera commis au cours de la nuit.

La police décide alors d'évacuer l'entrée de l'usine.

Le lundi soir, Louis Eudier vient saluer la résistance des travailleurs de chez **Breguet** et les assurer de la solidarité active de l'ensemble des métallurgistes havrais et des dockers. La solidarité dans la lutte est une tradition bien ancrée dans le monde ouvrier havrais. « *Les grévistes n'ont pas été isolés, ils ont été soutenus par les autres syndicats et l'ensemble de la population.* » (Verités – mai 1936).

Pour autant, une nouvelle intervention policière a lieu le **12 mai**, celle-là plus massive, car les effectifs de police locaux ont été renforcés par huit pelotons : **deux à cheval et six à pied** avec camionnettes. Il s'agit d'effectuer une véritable démonstration de force et de contraindre les grévistes à évacuer l'usine.

C'était sans compter sur la détermination des grévistes renforcée par le levier d'action dont ils disposaient : le prototype 730, et sur la solidarité des dockers.

« *A Breguet, les camarades avaient désigné des guetteurs. Quand ils ont vu les 450 flics arriver vers l'usine, un camarade qui avait un clairon, a sonné le ralliement. Tout le monde s'est engouffré dans le grand hall où était le 730, et s'est rassemblé autour du prototype pour monter la garde.*



le prototype 730

Les responsables syndicaux se sont précipités chez le Directeur, et lui ont dit : « Monsieur le directeur, vous voyez le commissaire de police qui vient de rentrer. Il est venu avec son armée de policiers pour nous faire sortir. Nous ne sortirons pas. S'ils tentent un coup de force, nous allons monter dans le 730 et nous ne répondons plus de rien, et des dégâts qui peuvent arriver. » Le Directeur qui tenait à son hydravion avant tout est allé lui-même demander au commissaire de police de ne pas faire intervenir ses troupes. » (Louis Eudier).

De leur côté, les dockers s'étaient mobilisés, et en prévision de l'intervention policière, « *Ils ne sont pas venus les mains vides. Ils sont venus armés de gourdins à plus de 300. Nous leur avons expliqué que par mesure de sécurité, ils ne pouvaient pas rentrer dans l'usine. Mais ils se sont tournés vers les flics, leur faisant savoir qu'ils resteraient sur place aussi longtemps qu'ils occuperaient les lieux. Ils ont ensuite dit aux policiers de bien réfléchir, car le Pont VII qui relie le boulevard à l'usine est un pont à bascule, ils allaient demander au pontier de lever le pont. Alors, s'ils voulaient*

rejoindre le boulevard à pied sec, et pas à la nage, il fallait faire vite. Les policiers, face à la détermination des grévistes et des dockers ont fini par comprendre qu'il était préférable de quitter les lieux. » (Jean Clech).

La négociation

Le **mardi 12 mai** fut une journée très active. Chaque partie sentait qu'il fallait trouver une issue à cette situation de crise. Les Pouvoirs Publics craignaient que cette occupation d'usine ne soit contagieuse.

Le Préfet **François Graux** avait établi un quartier général à la Sous-préfecture, et en présence de **Charles Périé**, Sous-préfet, et de **Léon Mayer**, Maire du Havre, un premier entretien eut lieu avec Monsieur **Olive**, Directeur de **Breguet à Paris**.

A la suite de cet entretien, Monsieur **Olive** s'est rendu à l'usine Breguet pour rencontrer les responsables syndicaux.

Il leur a demandé soit de reprendre immédiatement le travail, soit d'accepter de soumettre le conflit à une solution d'arbitrage.

Mais les ouvriers grévistes ont refusé nettement ces deux solutions. Suite à ce refus, le Directeur, Monsieur **Olive**, s'est rendu à l'**Hôtel de Ville** où il a eu un nouvel entretien avec les personnalités présentes le matin.

De son côté, **Louis Eudier** n'était pas resté inactif. Il était conscient que la présence d'éléments fascistes à l'intérieur de l'usine rendait la situation explosive, et qu'il fallait trouver une issue rapidement. La **Fédération des Métaux** et **Louis Eudier** lui-même étaient contre l'arbitrage. « *Mais c'était l'issue que l'on pouvait trouver à notre conflit. Il n'y en avait pas d'autre. Sachant que le Maire **Meyer** jouait souvent le rôle d'arbitre dans les conflits entre les employeurs de main d'œuvre et les dockers, je suis allé trouver **René Hazard**, Secrétaire du **Syndicat des dockers** et je lui ai dit : tu sais, **René**, c'est difficile d'occuper la boîte comme on l'occupe, on ne pourra pas tenir longtemps, parce que les fascistes commencent à nous emmerder. Ils voulaient faire grève illimitée. Alors je te demande de dire à **Legall**, Secrétaire de l'**Union Locale**, que je suis partisan de demander l'arbitrage de **Léon Meyer** dans le conflit **Breguet**. Je savais que **Meyer**, qui était un politicien, serait d'accord pour demander l'arbitrage, et que **Legall**, qui voulait avoir ma sympathie, accepterait de jouer l'intermédiaire. » (**Louis Eudier**)*

Une réunion a eu lieu à l'Hôtel de Ville, rassemblant le Maire **Léon Meyer**, désigné comme arbitre, le Préfet Monsieur **Graux**, le sous-préfet **Charles Périé**, **Marc Fournier** le commissaire central ; les revendications furent examinées et une sentence arbitrale fut préparée.

Vers 18 h 20, à la demande du Préfet, Monsieur **Graux**, une

Marie P. Saunier.

délégation conduite par **Legall**, Secrétaire de l'Union Locale, **Louis Eudier**, Secrétaire du Syndicat des Métaux, accompagnés de quatre militants ouvriers représentant les grévistes, est reçue à la Sous-préfecture. Elle est informée alors du résultat des entretiens et discussions qui ont eu lieu.

Monsieur **Olive**, administrateur-Directeur des usines **Breguet** à

UN MOUVEMENT DE GRÈVE A L'USINE D'ORCHER DE LA COMPAGNIE FRANÇAISE DE RAFFINAGE

Comme aux Etablissements Bréguet les ouvriers occupent l'usine

Un mouvement de grève analogue à celui qui affecta, il y a une dizaine de jours, les établissements **Bréguet**, s'est déclenché hier à l'usine de la Compagnie Française de Raffinage, à **Gonfreville-l'Orcher**.

Le prétexte est, là aussi, le renvoi de deux ouvriers. Et là aussi, pour obtenir qu'ils soient réintégrés, leurs camarades occupent l'usine. Ils y ont de même organisé un service d'ordre afin d'éviter tout acte de sabotage et ils sont ravitaillés par les familles.

Informé de ces faits, M. le sous-préfet **Charles Périé** s'est employé à résoudre le conflit.

Il a reçu hier le directeur des usines

« *Le Petit Havre* » du 23 mai 1936.

Paris, a donné son accord pour la réintégration des deux ouvriers licenciés : Messieurs **Friboulet** et **Vachon**, et en plus les deux journées de grève seront payées. Quant au **Chef du Personnel**, il ne sera pas licencié, mais déplacé. Le Maire **Léon Meyer** rendra une sentence arbitrale pour officialiser ces résultats à la condition que tous les ouvriers quittent l'usine.

Les dossiers de la métallurgie CGT

Mais les ouvriers ne pouvaient évacuer l'usine que s'ils étaient informés du résultat de l'arbitrage rendu.

Louis Eudier, accompagné des représentants des grévistes se rend donc aux usines **Breguet** au Pont VII. Mais les fascistes qui ont chauffé les esprits, qui essaient de semer la pagaille, empêchent **Louis Eudier** de parler. Ce dernier décide alors de faire appel au **Comité Amsterdam-Pleyel**, notamment au Secrétaire du Syndicat des Marins, qui, rapidement, met sur pied une

équipe de gardes du corps munis de garrots de chemin de fer. Les délégués rentrent dans l'usine, solidement entourés, montent sur un établi, réunissent **les 450 grévistes**, imposent le silence aux fascistes, et font le compte-rendu du résultat de la réunion : dans un silence absolu, les grévistes écoutent :

■ la réintégration des deux camarades **Adrien Friboulet** et **Vachon** est acquise,

■ les deux journées de grève seront **payées**,

■ le Chef du Personnel **Gazou** sera déplacé.

■ Une sentence arbitrale sera rendue par le Maire à la condition de quitter l'usine.

Un tonnerre d'applaudissements éclate pour saluer cette victoire formidable. La joie brille dans les yeux des grévistes.

Vers **21 heures**, les 450 ouvriers grévistes font une sortie triomphale, salués et applaudis par toute la foule de délégations rassemblées devant l'usine. Et le cortège s'organise derrière les délégués syndicaux pour se diriger vers **Franklin** où un meeting était prévu. On franchit ce fameux **Pont VII**, un des outils de l'action. Tout au long du parcours, la population, très ouvrière dans tous ces quartiers traversés, acclame aux fenêtres les ouvriers victorieux, et ceux-ci fièrement, le poing levé, continuent leur marche en chantant l'Internationale.

Quand ils arrivèrent dans la salle **Franklin**, ce fut une formidable ovation qui les accueillit, ovation qui jaillissait des **trois mille** poitrines de travailleurs présents dans la salle. Le meeting fut présidé par les deux camarades licenciés de Breguet et maintenant réintégrés.

Tour à tour, **Louis Eudier**, **Gruenais** du Syndicat des Marins qui eux-aussi étaient en grève, **Ambroise Croizat** de la Fédération des Métaux, saluèrent cette formidable victoire. Cependant que **Legall** donna à la foule lecture de la sentence arbitrale rendue par **Léon Meyer**. Des paroles très fortes firent vibrer le cœur de tous ces ouvriers unis comme un seul homme dans la joie de la victoire remportée.

« Ouvriers du Havre, vos traditions combattives n'ont pas



Les dossiers de la métallurgie CGT

disparu, l'esprit des barricades de 1922 revit en vous, mais cette fois, possédant en main cette arme incomparable qu'est l'unité syndicale, vous montrez aux ouvriers de notre région le chemin de la victoire. Bravo ! Vous avez bien mérité de la classe ouvrière ! » (Le Prolétaire Normand)

Comment ne pas saluer cette folle et formidable audace de ces travailleurs de **Breguet** qui ont osé faire cette première

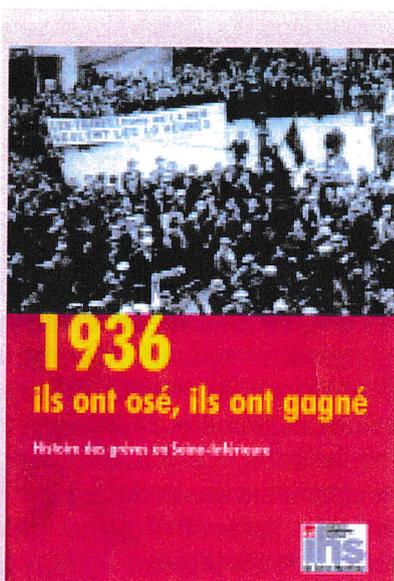
occupation d'usine, transgressant ainsi la sacro-sainte propriété capitaliste, qui ont osé s'emparer de leur lieu et outil de travail, qui plus est, ont osé prendre en otage cet hydravion, fierté et fleuron du patron, pour en faire un levier d'action.

Comment ne pas saluer et applaudir des deux mains l'extraordinaire victoire qu'ils ont remportée. Réintégration des deux camarades licenciés, paiement des journées de grève,

déplacement du Chef du Personnel.

Formidable victoire qui a suscité la joie, l'enthousiasme et l'espoir de tous les travailleurs.

Ce fut le détonateur qui mit le feu aux poudres, déclencha une explosion de grèves et d'occupations d'usines. Dans la brèche ouverte par les ouvriers de Breguet, allait s'engouffrer une véritable lame de fond, une déferlante qui va envahir toute la France.



Le livre édité par IHS CGT de Seine-Maritime peut être commandé à L'UD 76



Albert Perrot (en 1988)
de IHS CGT de Seine-Maritime

Juin 1936 en Seine-Maritime			
Etablissements industriels en grève			
Dates	Nombre d'établissements touchés par la grève	Nombre de grévistes	Observations
03-juin	1	380	
04-juin	19	4071	18 nouv. Établ., 1 reprise
05-juin	48	15073	30 nouv. Établ., 1 reprise
06-juin	62	18096	15 nouv. Établ., 1 reprise
07-juin	68	20912	6 nouv. Établ.
08-juin	120	32276	57 nouv. Établ., 5 reprises
09-juin	159	35958	49 nouv. Établ., 10 reprises
10-juin	175	35799	32 nouv. Établ., 16 reprises
11-juin	132	26481	15 nouv. Établ., 58 reprises
12-juin	128	26053	14 nouv. Établ., 18 reprises
13-juin	124	23963	1 nouv. Établ., 5 reprises
14-juin			
15-juin	72	11286	3 nouv. Établ., 55 reprises
16-juin	78	8904	27 nouv. Établ., 21 reprises
17-juin	78	10699	6 nouv. Établ., 8 reprises
18-juin	47	9349	5 nouv. Établ., 34 reprises
19-juin	42	5801	9 nouv. Établ., 14 reprises
20-juin	43	7080	5 nouv. Établ., 4 reprises
21-juin	42	7069	1 reprise
22-juin	25	6034	11 nouv. Établ., 28 reprises
23-juin	21	5584	5 nouv. Établ., 9 reprises
24-juin	20	5139	3 nouv. Établ., 4 reprises
25-juin	23	5584	4 nouv. Établ., 1 reprise
26-juin	23	6034	1 nouv. Établ., 1 reprise
27-juin	21	5656	2 nouv. Établ., 9 reprises
28-juin			
29-juin	12	4356	9 reprises

Sources :

- 1- Témoignages enregistrés par Albert Perrot concernant les grèves de 1936 :
 - a) Louis Eudier : secrétaire du Syndicat général de la Métallurgie du Havre
 - b) Jean Clech : Militant CGT de Breguet en 1936
 - c) René Hazard : Secrétaire Syndicat des Dockers, trésorier de l'Union Locale CGT du Havre en 1936
- 2- « la classe Ouvrière Havraise du Front Populaire 1934 – 1938 », Mémoire de Maîtrise de Françoise Cahier
- 3- Archives Bibliothèque Municipale du Havre : Extraits de presse 1936, copies articles sur le Front Populaire
- 4- « Le peuple de Havre et son histoire » 1914 – 1940 de Jean Legoy
- 5- « La CGT en Seine-Maritime » Histoire d'un centenaire, d'Albert Perrot
- 6- « VERITES » journal mensuel de l'Union des Syndicats Ouvrière du Havre et de la Région. 1935 – 1936 – 1937 – 1938.